

## SOMMAIRE

- *Actualités*
  - *Actu'CREDAF*
  - *Actu'Membres*
  
- *Evènements à venir*
  - *Réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones*
  - *Webinaire CREDAF sur la taxation des GAFAM*
  - *Séminaire CREDAF sur le développement des partenariats (Kinshasa, RDC)*
  
- *Lectures / Publications*

## EDITORIAL

*L'année 2021 s'est achevée sur un monde toujours victime de la pandémie. La situation sanitaire reste très préoccupante. Toutefois, l'arrivée des vaccins a permis de contenir l'épidémie dans de nombreux pays, offrant ainsi l'espoir de retour à des activités plus normalisées.*

*Grâce à ce point positif, nous avons pu renouer fin 2021 avec des activités en présentiel tout en continuant à offrir à nos membres la poursuite de webinaires et de formations à distance tout au long de l'année 2021.*

*En effet, le bilan de l'année 2021 est riche pour le CREDAF. En collaboration avec ses partenaires et notamment l'OCDE, le CREDAF a organisé :*

- plusieurs réunions de consultation régionale pour les pays francophones dans le cadre de l'accord BEPS concernant la fiscalité de l'économie numérique ;*
- un atelier de formation sur les conventions fiscales ;*
- un webinaire sur les échanges de renseignements en collaboration avec l'OCDE et le Forum mondial pour la transparence et l'échanges de renseignements à des fins fiscales.*

*Il faut souligner également la belle réussite du séminaire sur les défis du contrôle fiscal à l'ère du numérique qui s'est tenu à Cotonou au Bénin en novembre 2021.*

*L'année 2022 s'annonce elle aussi riche d'évènements puisqu'une nouvelle réunion régionale sur le BEPS pour les pays francophones aura lieu le 25 janvier 2022 sous forme de webinaire.*

*Le Cameroun nous présentera à l'occasion d'un webinaire le 17 février son expérience en matière de taxation des GAFAM.*

*Nous aurons également la chance de nous retrouver à Kinshasa (RDC) en mars prochain pour un séminaire sur les échanges de données.*

*Et surtout, nous fêterons cette année les 40 ans du CREDAF, qui sera l'occasion de nous retrouver – nous l'espérons nombreux, en France.*

*L'équipe du Secrétariat général vous présente à nouveau tous ses vœux de santé, de sérénité et de réussite pour cette nouvelle année et vous souhaite une bonne lecture.*

Catherine Lemesle

Ismaila Diallo

### ▪ Actu'CREDAF

#### **Atelier OCDE-CREDAF de formation sur les conventions fiscales**

L'OCDE et le CREDAF ont organisé un atelier virtuel de formation sur le thème « Conventions fiscales : dispositions spécifiques - ES, redevances et services » du 8 au 10 décembre de 13h00 à 16h00 (heure de Paris, GMT+1). Une centaine de participants membres du CREDAF ont pris part aux travaux de cet atelier qui leur a permis d'étudier en détail l'application, l'interprétation et les questions stratégiques relativement complexes afférentes aux conventions fiscales, en lien avec les dispositions relatives à l'établissement stable, aux redevances et aux services.

Cet événement s'est adressé exclusivement aux fonctionnaires des pays membres du CREDAF. Les sessions qui se sont déroulés en langue française, et ont été de ce fait particulièrement utiles aux fonctionnaires impliqués dans l'application, l'interprétation et la négociation des conventions fiscales.

[En savoir plus ...](#)

#### **Webinaire CREDAF sur la fiscalité de l'économie numérique, 6 & 7 décembre 2021**

Le CREDAF a organisé un webinaire sur le thème « Fiscalité de l'économie numérique : enjeux liés à l'application des nouvelles règles de la fiscalité internationale », les lundi 6 et mardi 7 décembre 2021 de 14h00 à 16h00 (heure de Paris). Une quarantaine de participants issus d'une quinzaine de pays membres du CREDAF ont suivi les travaux.

L'objectif principal de ce webinaire était d'engager la réflexion autour des enjeux liés à la mise en œuvre pratique des nouvelles règles de la fiscalité internationale relatives à la fiscalisation de l'économie numérique. En particulier, il visait à identifier les difficultés qui pourraient se poser et à proposer des solutions pour les éviter et/ou les surmonter le cas échéant.

Après un retour sur le récent accord sur la fiscalité internationale présenté par les experts de l'OCDE, les discussions ont porté sur, d'une part, les défis liés à la mise en œuvre dudit accord et, d'autre part, les besoins en termes d'assistance technique pour les pays en développement, notamment ceux membres du CREDAF.

[Consulter l'article ...](#)

#### **Séminaire des responsables du contrôle fiscal – 17-18 novembre, Cotonou (Bénin)**

Le CREDAF a organisé, en partenariat avec la Direction générale des Impôts (DGI) du Bénin, un séminaire des responsables du contrôle fiscal, les 17 et 18 novembre derniers à Cotonou (Bénin), sur le thème « le contrôle fiscal à l'ère du numérique : défis et opportunités ».

Organisé dans le prolongement du séminaire de Madagascar qui s'est tenu en octobre 2019 à Antananarivo sur le thème "*Le contrôle fiscal – Travailler ensemble*", ce séminaire visait à poursuivre la réflexion et les échanges sur des sujets d'intérêt commun pour les responsables du contrôle fiscal. L'évènement a rassemblé plus d'une quarantaine de participants issus de 15 administrations fiscales membres du CREDAF, ainsi qu'un représentant de l'OCDE. En outre, une trentaine de participants ont pu suivre les travaux en mode visioconférence.

Pour rappel, à la faveur du séminaire de Madagascar, un réseau des responsables du contrôle fiscal a été mis en place, consacrant ainsi une approche de travail complémentaire à la nouvelle stratégie du CREDAF articulée autour de thèmes pluriannuels. Cette approche par grands métiers a pour objectif de permettre une meilleure atteinte des objectifs poursuivis dans le cadre des missions de l'administration fiscale. Ainsi, elle devrait être adossée à la mise en place de réseaux permanents suivant ces métiers (ex : club ou réseau des responsables du Contrôle fiscal, club ou réseau des Directeurs des systèmes d'information, ...).

Après un vaste tour d'horizon de l'actualité de la mission de contrôle fiscal dans les pays représentés, les travaux ont démarré par une session sur l'animation du réseau des responsables du contrôle fiscal (organisation et fonctionnement), suivie par des présentations sur des expériences pays (France, Bénin et Niger).

Avant la clôture officielle du séminaire, les participants ont eu droit à une présentation sur le partenariat entre le CREDAF et l'OCDE, avec un accent particulier sur l'organisation des réunions de consultation régionale sur le Cadre inclusif sur le BEPS ou sur les récents développements autour du nouvel accord mondial en matière de fiscalité internationale, ainsi que sur le programme Inspecteurs des Impôts sans Frontières (IISF) et le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

[Plus d'informations ...](#)

### **1<sup>ère</sup> Conférence technique du Network of Tax Organisations (NTO)**

Le Network of Tax Organisations (NTO) a tenu sa 1<sup>ère</sup> conférence technique en mode visioconférence du 19 au 21 octobre 2021. L'évènement a été organisé par le secrétariat du NTO – avec l'aide du International Tax Compact (ITC) – en collaboration avec les organisations membres du NTO.

Organisée sur le thème « *Nouer des partenariats plus solides pour lutter contre les flux financiers illicites (FFI) liés à la fiscalité* », la conférence visait à analyser les bonnes pratiques internationales actuelles et à servir de point de départ à une discussion approfondie sur la lutte contre les FFI au niveau mondial. Elle a enregistré la participation de représentants de plus de 170 administrations fiscales du monde entier qui ont pu partager leurs expériences en matière de lutte contre la criminalité fiscale. Elle a également servi d'espace pour identifier et explorer les futures contributions du NTO et de ses organisations membres pour promouvoir et préconiser la coopération internationale, sud-sud et interinstitutionnelle entre les administrations fiscales et d'autres institutions gouvernementales dans la lutte contre la criminalité fiscale.

[Visiter le site internet du NTO ...](#)

## ■ ACTU'MEMBRES



### **ALGERIE** – Refonte totale du barème de l'impôt sur le revenu global et perspective de développement de la fiscalité locale

#### Refonte totale du barème de l'impôt sur le revenu global

Dans le Projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2022, l'Algérie propose une refonte totale du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), une mesure permettant d'alléger la pression fiscale sur les revenus des ménages.

Le nouveau barème de l'IRG propose d'exclure les revenus annuels n'excédant pas 240.000 dinars de cet impôt. Ceux compris entre 240.001 et 480.000 dinars y seront soumis à hauteur de 23%, entre 480.001 et 960.000 dinars à 27%, entre 960.001 et 1.920.000 dinars à 30%, entre 1.920.001 et 3.840.000 dinars à 33%, tandis que les revenus supérieurs à 3.840.000 dinars seront imposables à hauteur de 35%.

[Lire l'article ...](#)

#### Perspective de développement de la fiscalité locale

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene BENABDERRAHMANE a affirmé que la fiscalité locale recouvrée était "très maigre" et appelée être développée. Présentant le PLF-2022 devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, M. BENABDERRAHMANE a précisé que le montant de la fiscalité locale recouvrée ne dépassait pas 0,06 % de la valeur des recettes fiscales.

Dans les pays développés, le taux de la fiscalité locale oscille entre 10 et 15% de la fiscalité globale. Ainsi, le Premier ministre a jugé impératif de développer la fiscalité locale afin de contribuer à hisser les revenus de l'Etat et assurer, partant, une justice fiscale.

[Davantage d'informations ...](#)



### **BENIN** – Colloque scientifique sur les impôts locaux : améliorer la gouvernance fiscale locale

Le 14 octobre 2021 à Cotonou, se sont tenus les travaux du colloque scientifique national sur les impôts locaux et le développement local. Initiée par le Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Administration et les Finances (CERAF) en collaboration avec la Direction Générale des Impôts (DGI), cette rencontre visait essentiellement à revisiter les notions clés de la fiscalité locale et ouvrir le débat sur la gouvernance fiscale locale.

Ce colloque a permis d'offrir un cadre de réflexions scientifiques susceptibles d'apporter, avec le concours de compétences nationales et internationales, des réponses novatrices, prospectives et courageuses pour pouvoir affronter les défis liés au décalage entre les ressources fiscales et les besoins de financement des communes. Durant deux jours, plusieurs cadres de l'administration fiscale, universitaires et experts venus d'horizons divers ont débattu des sujets tels que le cadre normatif de la fiscalité locale au Bénin, la typologie des impôts locaux, les défis de mobilisation des recettes fiscales locales, et les outils d'administration de l'impôt au niveau local.

*En savoir plus ...*



## **BURUNDI** – Actions de promotion du civisme fiscal

### **Les Clubs Scolaires « Amis du Fisc » dotés de modules de formation**

Le vendredi 22 octobre 2021, l'Office Burundais des Recettes (OBR) a réuni les encadreurs des Clubs scolaires « Amis du Fisc » pour le renforcement de leurs capacités sur le civisme fiscal et la validation du module de formation conçu pour les élèves membres des clubs pour l'année scolaire en cours.

Selon le Porte-parole de l'OBR, Monsieur Stany NGENDAKUMANA, la création des Clubs « Amis du Fisc » dans différentes écoles a été motivée par la volonté de l'Etat d'inculquer chez les jeunes, surtout ceux qui sont scolarisés, le civisme fiscal. Expliquant que l'avenir du pays dépend de la jeunesse et que la jeunesse, est le Burundi d'aujourd'hui et celui de demain, M. NGENDAKUMANA a signifié que ce projet de civisme fiscal chez les jeunes est perçu comme une réponse présente et future aux difficultés rencontrées aujourd'hui par l'OBR dans la collecte des recettes publiques.

*Lire l'article ...*

### **Atelier de sensibilisation des partenaires de la province Kirundo**

L'Office Burundais des Recettes a réuni, au chef-lieu de la province, les administratifs, les agents de sécurité et de la justice de la province Kirundo pour un atelier qui visait à renforcer la collaboration entre différents partenaires pour qu'ils comprennent à pied d'égalité, les lois et règlements qui régissent les impôts et taxes, afin qu'ils puissent non seulement agir en synergie mais aussi comprendre le rôle de chacun pour optimiser les recettes collectées par l'OBR. Les thèmes développés au cours de cet atelier étaient notamment le civisme fiscal, les lois et procédures fiscales et la lutte contre la fraude et la contrebande. Lors des échanges, le problème majeur relevé par les administratifs est la non immatriculation de certains commerçants de cette localité.

*Plus d'informations ...*



## **CAMBODGE** – Séminaire de vulgarisation de la déclaration électronique en ligne TOI

Le 15 novembre 2021, la branche fiscale de Khan Meanchey, au nom du Département général des impôts, a organisé un séminaire de diffusion sur la déclaration électronique TOI en ligne.

A cette occasion, il a été enregistré la participation de 500 contribuables moyens qui ont déjà soumis leur déclaration annuelle d'impôt sur le revenu pour l'année 2020 (copie papier) pour préparer et soumettre leur déclaration annuelle d'impôt sur le revenu pour l'année 2021 par le biais de la déclaration électronique TOI.

[En savoir plus ...](#)



## **FRANCE** – Expérimentation du foncier innovant

La France vient de s'engager dans une phase d'expérimentation du projet du foncier innovant. Pour rappel, dans le cadre de ce projet, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre pouvaient, par délibération prise au plus tard le 31 juillet 2020, instituer un dégrèvement des deux tiers du montant de la cotisation foncière des entreprises et des prélèvements sous réserve de certaines conditions.

L'objectif de cette mesure était d'octroyer une aide fiscale exceptionnelle, au titre de 2020, en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture, du transport aérien, du sport et de l'évènementiel qui ont été particulièrement affectés par le ralentissement de l'activité économique lié à la crise sanitaire. Cette mesure a été particulièrement suivie.

[Consulter l'article ...](#)



## **GUINEE** – Renforcement des capacités et coaching sur les activités de pilotage, audit et contrôle interne à la DGI

### **Les cadres de la DGI à l'école du management en environnement public**

Les cadres de la Direction Générale des Impôts (DGI) ont suivi, du 8 au 12 novembre 2021, une formation sur le management en environnement public. L'objectif était de permettre aux participants de disposer des outils de gestion en management pour une meilleure efficacité dans le travail.

Plusieurs points importants ont fait l'objet d'échanges riches en enseignements entre les participants. Parmi ces points, on note :

- les modèles d'organisation et modèles managériaux ;
- la conduite du changement et la gestion des situations managériales complexes ;
- les types de changement et la boussole du manager ;
- les étapes du changement favorisant la coopération.

Le résultat attendu est d'outiller les cadres nommés sur des techniques managériales dans un environnement public afin de pouvoir motiver leurs équipes dans le but d'atteindre les objectifs ambitieux qui leur ont été fixés.

[Lire l'article ...](#)

## **Coaching sur les activités de pilotage, audit et contrôle interne : mission de la DGFIP**

Dans le cadre de l'opérationnalisation du nouveau cadre organique et de l'impulsion de la conduite du changement, le Directeur Général des Impôts Aboubacar Makissa CAMARA a reçu, le 15 novembre, une mission de la DGFIP Française sur le coaching relatif aux activités de pilotage, d'audit et de contrôle interne à la Direction Générale des Impôts (DGI).

La mission qui s'est déroulée jusqu'au 19 novembre 2021 a consisté à accompagner les services de la DGI à mettre en place les instruments de pilotage adéquats devant favoriser la réalisation d'audits ou de contrôles internes (vulgarisation des notions d'audit et de contrôle interne) mais également de favoriser une séparation claire entre les missions de stratégie et de pilotage afin de permettre à la DGI d'être plus efficace dans l'exercice de ses missions.

[En savoir plus ...](#)



### **HAITI - Mobilisation des recettes : performance historique de la DGI**

Pour la première fois de son histoire vieille de plus de 97 ans (6 juin 1924 - 6 juin 2021), la DGI a franchi la barre historique de 50 milliards de gourdes en collectant plus 57, 337.09 milliards de gourdes pour l'exercice 2020-2021.

Avec un taux de réalisation de 100.41%, elle a largement dépassé la prévision de 57.100 milliards de gourdes pour l'exercice 2020-2021 de plus de 239 millions de gourdes.

[Voir l'information ...](#)





## MADAGASCAR – Séminaire sur l'échange de renseignements et ateliers des acteurs domestiques sur le service e-Hetraphone

### Un échange de renseignements efficace du point de vue du vérificateur fiscal

Le Madagascar a accueilli, du 26 au 28 octobre 2021, le séminaire du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales à l'Hôtel IBIS Ankorondrano. Cette formation était axée sur le lien entre l'enquête fiscale nationale, le cadre de collecte de renseignements et l'échange de renseignements (ER).

Les participants ont été initiés aux concepts clés de la transparence et de l'ER assimilés aux normes internationales, en particulier l'échange de renseignements sur demande (ERD). Grâce à une série de présentations et de quiz, les participants se sont familiarisés avec l'utilisation des réseaux et des structures d'échange de renseignements pour améliorer la qualité des contrôles fiscaux et lutter contre la fraude fiscale. Les participants ont été encouragés à faire un usage efficace de ces outils EOI en augmentant le nombre et la qualité des demandes sortantes à leurs partenaires conventionnels.

[Consulter l'article ...](#)

### Service e-Hetraphone : atelier des acteurs domestiques

En prévision du déploiement du système de paiement e-Hetraphone dans toute la région, la Direction Générale des Impôts (DGI) et le projet IPFM, parrainé par la Banque internationale, ont organisé trois ateliers successifs pour leurs collègues du 27 au 29 octobre 2021. Les représentants du système et les employés de l'administration fiscale ont activement contribué. L'échange a porté spécifiquement sur les points d'avancement et les obstacles potentiels au déploiement de l'e-Hetraphone. En tant que premiers acteurs, l'objectif est d'obtenir un protocole efficace pour créer un projet commun.

[Davantage d'informations ...](#)



## NIGER - Atelier sur la facture certifiée et actions de formation

### Atelier d'information et d'échanges sur la facture certifiée

Le 7 octobre a eu lieu, un atelier d'information et d'échange sur la réforme de la facturation électronique. Cet atelier d'échanges s'inscrit dans la dynamique de la vulgarisation de la circulaire n°1428/MF/DGI/DL/CFI du 28 septembre 2021 relative à l'obligation d'exiger les factures certifiées dans le cadre des commandes publiques à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2021.

Cette rencontre a vu la participation des Contrôleurs Financiers et des Directeurs des Ressources Financières et du Matériel de toutes les institutions de l'Etat.

[Consulter l'article ...](#)

## Formation des agents des impôts à la méthodologie TADAT

Le Secrétaire Général Adjoint du Ministère des Finances a procédé à l'ouverture de la session de formation des agents des Impôts à la méthodologie TADAT qui s'est tenue du 8 au 13 novembre 2021. TADAT (Tax Administration Diagnostic Assessment Tool) est un outil qui permet de mesurer les performances du système de l'administration fiscale par rapport aux bonnes pratiques internationales. A ce titre, il sert d'indicateur d'évaluation des forces et des faiblesses de l'Administration fiscale d'un pays.

L'outil d'évaluation diagnostique de l'administration fiscale (TADAT) a pour objectif de permettre une évaluation objective de l'état des grandes composantes du régime d'administration fiscale d'un pays, de l'ampleur des réformes nécessaires et de son niveau de maturité par rapport aux bonnes pratiques internationales.

## Formation des vérificateurs sur le guide de déontologie des agents des impôts

Le Directeur Général des Impôts Adjoint a présidé, le jeudi 18 novembre 2021, la cérémonie d'ouverture de la session de formation des vérificateurs sur le guide de déontologie des agents des impôts. La présente session s'inscrit dans le cadre de l'exécution du plan de formation 2018-2021 de la Direction Générale des Impôts. L'objectif visé à travers cette formation est de rappeler aux agents les règles et comportements adéquats à avoir à l'endroit des contribuables et autres usagers des services publics.

[Voir l'article ...](#)

## Séminaire de formation de vérificateurs

Le Directeur Général des Impôts a présidé, du 22 au 26 novembre 2021, un séminaire de formation de soixante-sept (67) vérificateurs des Directions des Grandes et Moyennes Entreprises et des deux directions régionales de Niamey. Cette formation rentre dans le cadre de l'exécution du plan de formation 2019 - 2021 de la Direction Générale des Impôts.

Les objectifs assignés à ladite session de formation étaient de permettre, d'une part, aux vérificateurs l'appropriation du Guide de contrôle fiscal contenant toutes les procédures de contrôle mais également les garanties offertes aux contribuables et, d'autre part, de parfaire la compréhension et la maîtrise du contrôle fiscal.

[Plus d'informations ...](#)



**RCA – Pré-séminaire sur les défis de la modernisation et de la digitalisation et table ronde pour les appuis multiformes**

## Pré-séminaire sur les défis de la modernisation et de la digitalisation

Le ministre chargé des finances et du budget Hervé NDOBA, dans le cadre de sa mission de mobiliser les ressources adéquates pour le financement des politiques de développement du pays, a lancé le 14 octobre, dans la salle de conférences de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), les travaux de pré-séminaire du ministère chargé des finances et du budget.

Intitulé, « le ministère des finances et du budget face aux défis de la modernisation et de la digitalisation », ce pré-séminaire a eu pour particularité, la participation active des cadres, chefs de services, directeurs, directeurs généraux, chargés de mission et des experts venant des institutions financières internationales.

[Consulter l'article ...](#)

## **Table ronde des partenaires internationaux pour les appuis multiformes**

Le ministre des finances et du budget Hervé NDOBA a présidé, le 15 novembre 2021, la table ronde des partenaires internationaux pour la mobilisation des appuis techniques et financiers à la faveur des recommandations fortes issues du séminaire sur le thème : « le ministère des finances et du budget face aux défis de la modernisation et de la digitalisation ».

Procédant à l'ouverture de cette table ronde en rappelant la vision et l'objectif du séminaire organisé par son département, du 28 au 30 octobre dernier, le membre de l'exécutif a indiqué que les recommandations issues de ce séminaire fourniront les données de bases pour l'élaboration du plan stratégique 2022-2026 du ministère des finances et du budget. Le travail consiste aussi, à faire une cartographie des programmes en cours d'exécution, et de classer les recommandations par ordre d'importance.

A l'issue de la présentation de ces recommandations fortes, formulées par les différentes commissions, les partenaires internationaux présents à cette table ronde, en l'occurrence, l'Union Européenne (UE), la Banque Mondiale (BM), le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Africaine de Développement (AD), et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont affirmé leur engagement et leur volonté de soutenir et d'appuyer le ministère des finances et du budget dans cette activité capitale pour le financement de l'économie centrafricaine.

[Davantage d'informations ...](#)



**TOGO – Formation, campagne de recensement des contribuables, lutte contre la corruption et lancement du réseau des femmes travaillant dans la fiscalité**

## **Rentrée des classes à l'Institut de Formation Fiscale et Douanière**

A l'Institut de Formation Fiscale et Douanière de l'Office Togolais des Recettes (IFFD-OTR), la rentrée des classes était le 4 octobre 2021. 104 auditeurs issus des filières Impôt, Douane, Management des services fiscaux et douaniers, Trésor et Cadastre ont repris le chemin des bancs.

La cérémonie de lancement de l'année académique 2021-2022 a été présidée par le Commissaire Général de l'OTR, avec à ses côtés le Commissaire des Douanes et Droits Indirects et le Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique, représentant le Directeur Général.

L'institut enregistre cette année l'ouverture de deux nouvelles filières, les filières Cadastre et Trésor. Cette dernière est le fruit de la collaboration entre la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique et l'Office Togolais des Recettes.

[Lire l'article ...](#)

## **Lancement de la campagne de recensement fiscal dans les régions – 2021**

L'Office Togolais des Recettes en collaboration avec la Fautière des Communes du Togo (FCT) a lancé le 18 novembre 2021 à Atakpamé la campagne de recensement fiscal dans les régions économiques du Togo. L'objectif de ce recensement fiscal géolocalisé est d'établir une cartographie des activités économiques sur toute l'étendue du territoire national afin de mieux cerner le potentiel fiscal de chaque commune pour une meilleure politique de développement local.

Après le grand Lomé en 2018, les agents recenseurs sillonneront de nouveau les localités concernées pour collecter les informations auprès des entités économiques. Ceci permettra de disposer d'une base de données et d'informations fiables selon leurs différentes branches d'activités en vue de mieux définir les actions futures.

[En savoir plus ...](#)

## **Lutte contre la corruption : l'OTR en fait une priorité**

L'OTR a organisé du 6 au 10 décembre 2021 une série d'activités dans le cadre de la célébration de la Journée Internationale de Lutte contre la Corruption. Cette célébration qui a lieu le 9 décembre de chaque année est placée à l'Office sous le thème : « *tous unis contre la corruption pour une meilleure performance de l'office* ».

Le Commissaire Général a donné le coup d'envoi de la série d'activités au siège de l'Office. Au nombre de celles-ci, un webinaire interne et des séances de sensibilisation du personnel en vue d'intensifier la prévention de la corruption. Cette célébration offre l'Occasion d'approfondir et d'affiner les approches et stratégies permettant de renforcer la lutte contre ce fléau à l'Office.

[Voir plus ...](#)

## **L'OTR lance le réseau des femmes travaillant dans la fiscalité**

L'Office Togolais des Recettes a lancé le mercredi 8 décembre 2021, le réseau des femmes travaillant dans le secteur de la fiscalité. Le réseau des femmes du secteur de la fiscalité (RFSF) est une innovation de l'African Tax Administration Forum (ATAF). Il est né du constat de la faible représentativité du genre féminin dans le domaine, surtout dans les hautes sphères de l'administration fiscale en Afrique. Ce réseau vise à offrir aux femmes professionnelles de la fiscalité, une plateforme de rencontre, d'échange et de perfectionnement de leurs talents et compétences.

Le lancement a été meublé par un riche panel sous le thème « Comment s'affirmer en tant que femme dans un domaine à forte dominance masculine ? ».

[Plus d'informations ...](#)

## **EVENEMENTS A VENIR**

- *Réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones*
- *Webinaire CREDAF sur la taxation des GAFAM*
- *Séminaire CREDAF sur le développement des partenariats (Kinshasa, RDC)*

### **▪ Réunion de consultation régionale sur le BEPS pour les pays francophones**

L'OCDE et le CREDAF organisent le 25 janvier prochain une consultation régionale consacrée aux travaux actuellement menés par le Cadre inclusif sur le BEPS pour relever les défis fiscaux posés par la globalisation et la numérisation de l'économie. Pour rappel, en octobre 2021, 137 juridictions membres ont conclu un accord historique portant sur la « Déclaration sur une solution reposant sur deux piliers pour résoudre les défis fiscaux liés à la numérisation de l'économie » et son plan de mise en œuvre détaillé. Cet accord prévoit une réforme en profondeur de la fiscalité en actualisant des composantes fondamentales du système fiscal international ; ce qui aidera les pays à protéger leur base d'imposition.

La réunion rassemblera des représentants de gouvernements, qu'ils soient décideurs publics des différents ministères ou fonctionnaires des administrations fiscales, de pays membres du CREDAF. Elle sera l'occasion d'aborder les développements récents concernant à l'élaboration des mesures relatives au Pilier Un et au Pilier Deux, ainsi que les projets de programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique sur mesure, visant à soutenir la mise en œuvre desdites mesures.

L'objectif de la réunion est d'informer les participants, de les sensibiliser aux enjeux, et de recueillir leurs points de vue sur les sujets abordés. Ainsi, la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes concernées est essentielle pour atteindre l'objectif poursuivi.

### **▪ Webinaire CREDAF sur la taxation des GAFAM**

Ce webinaire sera organisé en collaboration avec la Direction générale des Impôts du Cameroun le 17 ou le 18 février 2021 (date à confirmer). Il s'agira de faire profiter les membres de l'expérience du Cameroun en matière de taxation indirecte des transactions de l'économie numérique (TVA sur les opérations des GAFAM).

Lors de la dernière réunion du bureau exécutif du CREDAF, le Président M. Modeste MOPA, Directeur général des Impôts du Cameroun, a expliqué aux membres l'expérience du Cameroun en la matière et souligné les demandes de partage d'expérience exprimées par d'autres pays africains. Aussi, est-il apparu opportun d'organiser un webinaire sur cette problématique pour partager l'expérience de son pays avec les autres membres du CREDAF.

## ▪ **Séminaire CREDAF sur le développement des partenariats (Kinshasa, RDC)**

En perspective de sa prochaine conférence annuelle prévue à Nantes (France) en juin 2022, le CREDAF organise un séminaire à Kinshasa (RDC), du 22 au 24 mars 2022, sur le thème « *le développement des partenariats* », en collaboration avec la Direction générale des Impôts de la RDC.

Le séminaire de Kinshasa a pour objectif de partager les meilleures pratiques en ce qui concerne le développement des partenariats. A cette occasion, l'accent sera mis sur la problématique de collecte/acquisition des données, notamment sur :

- les partenaires effectifs et/ou potentiels (autres administrations dont la Douane, les organismes sociaux, les banques et établissements financiers, les collectivités locales, les sociétés de distribution d'eau, d'électricité et de gaz ainsi que celles de télécommunication, l'Autorité judiciaire, ...)
- le cadre juridique (opposabilité du secret professionnel, droit de communication, protocoles d'accord, ...)
- les conditions ou modalités pratiques (communication systématique et obligatoire, spontanée, sur demande, etc.) d'échange de données ;
- les supports (plateforme d'échange, fichier commun, support dématérialisé, papier, ...).

## **LECTURES / PUBLICATIONS**

### **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**

#### **Atelier virtuel sur l'utilisation efficace des données issues de l'échange automatique d'informations**

Un atelier sur l'utilisation efficace des données dérivées de l'échange automatique d'informations sur les comptes financiers (AEOI) a été organisé par le Secrétariat du Forum mondial. Organisé virtuellement les 4 et 5 octobre, il a réuni 625 participants de 89 juridictions. À travers des présentations et le partage d'expériences de diverses juridictions, l'atelier virtuel a abordé les aspects clés de l'utilisation efficace des données AEOI :

- traitement des données, c'est-à-dire le processus de nettoyage et d'analyse ;
- approches pour faire correspondre les données AEOI aux contribuables nationaux, et stratégies possibles en cas de données non correspondantes ;
- mise en œuvre d'une analyse des risques et approche à plusieurs volets pour affiner l'utilisation efficace en fonction de différents cadres administratifs ou stratégies de conformité fiscale.

#### ***En savoir plus ...***

#### **Plateforme de collaboration en matière fiscale : soutien aux pays renforcé pendant la COVID-19**

La Plateforme de collaboration en matière fiscale (PCT) - une initiative conjointe du FMI, de l'OCDE, de l'ONU et de la Banque mondiale - a renforcé son soutien aux pays dans le domaine de la mobilisation des ressources intérieures pendant la pandémie de Covid-19, selon la plateforme dans son rapport d'avancement fiscal 2021. Le rapport souligne que les partenaires du PCT se sont engagés à approfondir leur collaboration fiscale avec un programme de travail remanié pour aider les pays à développer des systèmes fiscaux résilients et de meilleures politiques fiscales en réponse à la crise.

La plateforme de collaboration sur le rapport d'avancement fiscal 2021 examine les activités que le PCT a entreprises dans cinq domaines d'intervention depuis juillet 2020 : stratégies de recettes à moyen terme (MTRS), Covid-19, objectifs fiscaux et de développement durable (ODD), fiscalité internationale et coordination. Les nouveaux axes de travail reflètent l'évolution du paysage fiscal mondial et les défis de la pandémie pour les gouvernements et les décideurs alors que les pays du monde entier tentent d'équilibrer l'augmentation des dépenses et la baisse des revenus dus à la crise du Covid-19.

[\*Plus d'informations ...\*](#)

### Expertise France (EF)

#### **Lancement du Projet d'appui à la formation des cadres des Impôts et des Douanes – PARFID**

Les 13 et 14 octobre 2021 a eu lieu le lancement du Projet d'appui régional à la formation des cadres des impôts et des douanes (PARFID) financé par la Direction Générale du Trésor (DGT) et mis en œuvre par Expertise en France. Il a pour mission d'accompagner l'amélioration des dispositifs de formation initiale et continue des administrations des douanes et des impôts des 14 États membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Il a pour objectif de contribuer à un renforcement durable de leur capacité à mobiliser les ressources intérieures publiques. Son lancement a eu lieu à Abidjan les 13 et 14 octobre 2021.

[\*En savoir davantage ...\*](#)

### Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI)

#### **Renforcer les capacités sur la science des données dans les administrations fiscales et douanières**

Du 11 au 13 octobre 2021, la FERDI a accueilli les représentants des impôts et des douanes de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Togo et de la Mauritanie, afin de co-construire avec les pays bénéficiaires l'architecture des modules de deux premières formations que sont "l'identification et l'évaluation des dépenses fiscales" et "l'utilisation du logiciel R au profit de la science des données fiscales et douanières".

Les objectifs de la formation sont :

- d'accompagner la réflexion stratégique des cadres dirigeants des administrations ;
- de sensibiliser les cadres intermédiaires des administrations des douanes et des impôts à l'utilisation de la donnée pour une meilleure mobilisation des recettes intérieures et la gestion des frontières ;
- de développer les capacités des spécialistes en analyses de données.

Cette rencontre s'organise dans le cadre du projet DATAFID dont l'objet vise à améliorer la connaissance de l'économie numérique et de ses impacts et à renforcer les capacités des administrations fiscales et douanières à travers un meilleur usage de la science des données.

[\*En savoir plus ...\*](#)

## **9ème atelier international sur "les dépenses fiscales et la mobilisation des ressources intérieures"**

Le 11 novembre dernier, un 9<sup>ème</sup> atelier portant sur les effets des incitations fiscales sur les entreprises des pays en développement a été organisé par l'Institut allemand de développement / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE), le Conseil des politiques économiques (CEP) et l'Addis Tax Initiative (ATI) dans le cadre de la série d'Ateliers internationaux sur la mobilisation des recettes intérieures.

[\*Consulter sur le site de la FERDI ...\*](#)

### **Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF)**

#### **Les femmes africaines dans le leadership : le réseau des femmes dans le domaine fiscal de l'ATAF**

L'ATAF Women in Tax Network (AWITN) a organisé une conférence sur le leadership le 7 octobre 2021 sur le thème des femmes africaines dans le leadership. La conférence a déjà attiré des femmes fiscalistes, des femmes en fiscalité, des membres de l'ATAF, des administrateurs fiscaux et des fiscalistes.

Le Forum de l'administration fiscale africaine (ATAF) a lancé le Réseau des femmes dans la fiscalité en mars 2021. L'AWITN est une plate-forme unique qui représente et relie les femmes africaines travaillant dans le domaine de la fiscalité avec l'approfondissement de la discussion sur l'effet de la politique fiscale sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en fiscalité.

[\*Lire l'article ...\*](#)

### **Intra-European Organisation of Tax Administrations (IOTA)**

#### **Amélioration des stratégies de communication à l'égard des contribuables internationaux**

« Améliorer les stratégies de communication et le soutien à la clientèle envers les contribuables internationaux » était le thème du premier atelier numérique de l'IOTA, qui s'est tenu du 29 au 30 septembre 2021. L'événement a accueilli 126 participants inscrits de 33 administrations fiscales de l'IOTA. Lors de cet atelier de l'IOTA, l'accent était mis sur l'identification de solutions pratiques pour améliorer les services aux contribuables internationaux mises en œuvre par les administrations fiscales membres de l'IOTA, en se concentrant sur les initiatives frontales - segmentation, communication directe / proactive, application de techniques de nudging. Au cours de la première journée de l'événement, la session plénière et la discussion de groupe ont porté sur le thème des stratégies de communication envers les contribuables internationaux.

[\*Plus d'informations ...\*](#)

#### **Forum IOTA 2021 sur l'utilisation des données de l'AEOI**

Une combinaison de séances plénières, de séances de questions-réponses et d'une discussion de groupe a été organisée sur l'échange automatique d'informations (AEOI), en particulier en ce qui concerne la norme commune de déclaration (CRS).

Plus précisément, au cours de la première journée de l'événement, le public a pu entendre des intervenants sur les sujets suivants :

- mise à jour sur les développements récents de l'AEOI ;
- faciliter la conformité des institutions financières (IF) ;
- améliorer la qualité des données CRS ;
- se conformer aux exigences CRS pour les institutions financières - la perspective de l'IF ;
- conformité des institutions financières : assurer la qualité des données ;



- surveillance de la conformité au devoir de diligence CRS ;
- AEOI : Compliance & Data Quality.

## **Forum GRH 2021 de l'IOTA sur les pratiques de travail post-Covid**

La réunion du Forum IOTA 2021 sur la gestion des ressources humaines a eu lieu du 16 au 17 novembre, avec 77 participants inscrits de 30 pays membres. L'événement numérique de cette année s'est concentré sur les concepts et les aspects pratiques de l'organisation de l'environnement de travail dans les administrations fiscales IOTA après le bureau à domicile forcé et l'opération hybride.

La réunion du forum numérique a été organisée comme une combinaison de séances plénières et de séances de discussion en groupe. Au cours de la première journée, quatre intervenants ont fait des présentations sur le mode de fonctionnement hybride dans l'administration fiscale post-pandémie :

- « Le futur monde du travail et ce que cela signifie pour la fonction publique » ;
- « Transformer notre façon de travailler » ;
- « Le bureau à domicile et l'exploitation hybride dans le cadre de la transformation numérique » ;
- « Visions pour de nouvelles façons de travailler dans l'administration fiscale finlandaise ».

[\*Davantage d'informations ...\*](#)

## **Forum de l'administration fiscale de l'Afrique de l'Ouest (WATAF)**

### **Session de partage des connaissances entre autorités fiscales nigériane (FIRS) et kényane (KRA)**

Le Forum de l'administration fiscale de l'Afrique de l'Ouest (WATAF) a organisé une session virtuelle de partage des connaissances sur l'automatisation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) entre le Federal Inland Revenue Service (FIRS) du Nigeria et la Kenya Revenue Authority (KRA), le 1<sup>er</sup> novembre 2021.

La discussion a porté sur le cadre juridique de l'automatisation de la TVA, le champ d'application, les défis rencontrés et les mesures prises pour les relever.

Les fonctionnaires des impôts présents ont confirmé que la session était éducative et informative. L'un des principaux mandats de WATAF est d'encourager le partage des connaissances et de promouvoir la collaboration entre les autorités fiscales en Afrique de l'Ouest et au-delà. Nous sommes heureux que la FIRS et la KRA aient bénéficié de cette plateforme et nous nous engageons à soutenir les administrations fiscales qui pourraient avoir besoin d'une assistance similaire.

[\*Consulter l'article ...\*](#)

## **Transparence fiscale : l'Algérie devient le 32<sup>ème</sup> pays signataire de la Déclaration de Yaoundé**

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene BENABDERRAHMANE a pris part à une rencontre avec Zayda MANATTA, Cheffe du Secrétariat du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. "Comme tous les autres membres du Forum mondial, l'Algérie participera sur un pied d'égalité et s'engage à combattre l'évasion fiscale par la mise en œuvre des normes internationalement reconnues de transparence et d'échange de renseignements à des fins fiscales", a indiqué M. BENABDERRAHMANE.

La Déclaration de Yaoundé, initialement signée par quatre pays en novembre 2017, encourageait l'Union africaine à entamer une discussion de haut niveau sur la coopération fiscale et les flux financiers illicites et leur lien avec la mobilisation des ressources intérieures, explique le document.

Quatre ans plus tard, avec le soutien de l'Algérie, 32 ministres africains des Finances et la Commission de l'Union africaine soutiennent désormais la déclaration, souligne le communiqué.

[Lire le communiqué ...](#)

***Cette lettre d'information est la vôtre. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et à nous communiquer les informations concernant votre pays ou votre administration que vous aimeriez voir figurer dans le prochain numéro.***